

ENTRETIEN AVEC NASSIROU MOUSSA, CHEF DU PROJET D'APPUI À LA PROMOTION DES SERVICES FINANCIERS RURAUX ADAPTÉS (PAPSFRA)

« Il faut une loi d'orientation agricole »

En dehors de quelques projets mis en place par le gouvernement et des partenaires techniques et financiers, il est rare de voir des Institutions de microfinance (Imf) et les banques classiques s'intéresser à l'agriculture au Bénin. Pourtant, ce secteur constitue le principal pilier de l'économie du pays. Quels sont les raisons de ce désintérêt et comment inverser la tendance ? Nassirou Moussa, chef du Projet d'appui à la promotion des services financiers ruraux adaptés (Papsfra) conjointement mise en œuvre par le gouvernement et le Fonds international de développement agricole (Fida) donne des approches de solutions. Le cas du Papsfra et l'expérience du Fida sont forts édifiants.

EcoBénin : L'économie béninoise est essentiellement basée sur l'agriculture qui représente 36% du Pib et concentre environ 70% de la population active. Mais l'on a l'impression que le secteur agricole n'est pas du tout financé. Pourquoi cette réticence ?

Nassirou Moussa, chef du Projet Papsfra : Dire que ce secteur n'est pas du tout financé c'est relatif. Le financement existe mais est peut-être insuffisant. Quand on prend les différents documents qui parlent de la politique agricole dont le Psrsa (Plan stratégique de relance du secteur agricole) qui est échu depuis peu, il y a un axe qui parlait du financement de l'agriculture.

La réticence se justifie par la disponibilité ou non des ressources. Les institutions de financement en l'occurrence les banques commerciales et les Systèmes financiers décentralisés (Sfd) qu'on appelait Institutions de microfinance (Imf), elles disposent de ressources à court terme. Alors que de l'autre côté au niveau du monde agricole, les besoins de financement ont évolué. Par le passé on faisait du jonglage avec des ressources courtes, ce qui n'est plus possible actuellement. L'agriculteur a besoin des ressources à moyen et long terme pour pouvoir faire face aux contraintes actuelles du monde agricole. Or, celui qui doit les lui fournir ne dispose que de ressources courtes. Dans ces conditions, que faire ? Donc, les gens préfèrent ne pas prendre le risque d'aller vers le monde agricole à cause de certaines situations que nous allons explorer. Conclusion, il n'y a pas adéquation entre les ressources des Imf et les besoins des producteurs agricoles.

Outre les difficultés de recouvrement, quels sont les risques qui motivent la réticence en faveur du monde agricole ?

Chez nous de façon spécifiques, les risques sont liés aux problèmes climatologiques (excès ou déficit des pluies) et à la mévente.

A c -

